

Le Timor à feu et à sang (1941-1945)¹

Flávio Borda D'Água
Université de Genève
Archives d'État de Genève
Institut et Musée Voltaire

« La chute prématurée de Singapour détermina les échecs de la résistance à Java et à Sumatra » (Churchill, 2018 : 89). Ces mots de Winston Churchill prononcés le 12 avril 1942 à la Secret Session² esquissent une explication des événements intervenus peu avant, à savoir l'attaque de Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, par les troupes japonaises et la prise de Singapour, le 15 février 1942. Churchill poursuit son discours en indiquant que « cela devait arriver de toute manière, compte tenu de la décisive supériorité japonaise en nombre et en organisation » (Churchill, 2018 : 89). Le regard de lynx et la perspicacité du Premier ministre britannique suscitent une lecture beaucoup plus réaliste de ces épisodes de la Seconde Guerre mondiale et nous invitent, afin de mieux comprendre les enjeux de ce conflit situé dans le sud-est asiatique et en Océanie, à faire un arrêt sur image.

L'avancée japonaise dans la Mandchourie dans les années 1930, l'attaque de Pearl Harbour et la chute de Singapour sont, parmi tous les épisodes de la Seconde Guerre mondiale, ceux qui restent déterminants pour comprendre l'histoire de Timor Oriental, alors territoire d'outre-mer portugais. Certains se demandent, dans un conflit parfois réduit à une lutte contre le Nazisme ou à une guerre du Pacifique, quel est l'intérêt de ce territoire situé aux confins de l'archipel de la Sonde, au nord de l'Australie. Le questionnement est bien plus fondé qu'il n'y paraît et repose sur une lecture stratégique de la Seconde Guerre mondiale. Le Portugal est en effet à cette époque un État

1 Cet article est une brève synthèse revue de la monographie publiée sur le sujet en 2007 par Flávio Borda D'Água aux presses de l'Institut diplomatique du Ministère des Affaires étrangères de Portugal. Sa recherche s'est principalement concentrée sur le rapport de Manuel de Abreu Ferreira de Carvalho, gouverneur de Portugal à Timor pendant les années de 1941 à 1945 mais également sur les documents des Archives historiques et diplomatiques des Affaires étrangères portugaises et australiennes.

2 Les séances secrètes (*Secret sessions*) sont des réunions à huis clos de la Chambre des Communes. Elles se sont tenues pendant la période de la Seconde Guerre mondiale et Winston Churchill y est intervenu à cinq reprises. Il n'y a pas de procès-verbal ni de documents qui relatent exactement l'essence des discussions. Néanmoins, Churchill laisse une série de notes des discours qu'il a prononcés et qui ont été récemment publiés en langue française aux éditions Les Belles Lettres.

neutre (Salazar, 1944 : 173-174) et souhaite ne pas reproduire l'erreur de la Première Guerre mondiale en prenant part au conflit³. La déclaration de neutralité est pour lui tout à fait stratégique : elle lui permet de garantir l'intégrité des territoires outre-mer, de protéger ses côtes, de défendre ses îles atlantiques et de pérenniser l'empire une fois le conflit terminé (Borda D'Água, 2007 : 26-27). Les îles atlantiques sont en effet un des points névralgiques de toute la question. Le Portugal exerce sa souveraineté sur les Açores, territoires insulaires, stratégiques pour la guerre⁴. La négociation d'une concession de base militaire sur l'île de Santa Maria (Açores) pour les forces britanniques puis américaines, en 1943, est une monnaie de négociation entre Lisbonne et les forces alliées qui scellera le sort du Timor Oriental à la fin de la guerre.

Les Alliés livrent en effet un combat contre les forces de l'axe sur le territoire du Timor Oriental. Cet acte considéré comme belligérant par António Oliveira de Salazar pourrait mettre en cause la souveraineté portugaise à Timor et conduire, à terme, à une entrée en guerre du Portugal. Ce souhait n'est pourtant exprimé ni par les autorités portugaises, ni par les forces de l'axe ni même par les forces alliées. Il s'agit dès lors aujourd'hui de parcourir cet épisode particulier de la Seconde Guerre mondiale par l'évocation de ses principaux événements, ainsi que par un regard attentif sur la destinée de la population portugaise à Timor. Comment les autorités portugaises, tant en métropole, qu'à Dili, à Londres, Tokyo et Washington doivent-elles *play both ends against the middle* pour préserver, garantir et affirmer leur souveraineté ?

Tout est question de prévention

La question de Timor Oriental entre très rapidement sur l'échiquier régional. Les discussions portent principalement sur l'avancée de la présence nipponne. Déjà dans les années 1930, et avant la guerre, les Japonais s'étaient progressivement installés à Timor soit par le biais diplomatique, avec la présence d'un représentant, soit par l'industrie cotonnière, permettant ainsi la mise en place d'un grand nombre de machineries et de matériel, ou encore par l'établissement d'une liaison aérienne entre Palau et Dili, capitale du Timor portugais. Il faut rappeler que le Timor est divisé en deux États européens : la partie occidentale sous souveraineté néerlandaise et la partie orientale sous souveraineté portugaise.

3 Le Portugal prendra part à Première Guerre mondiale en envoyant un contingent de plus de 100'000 hommes pour se battre sur le front. Un grand nombre des soldats portugais périrent à la Bataille de la Lys (1918).

4 Encore aujourd'hui ce territoire est un point crucial dans le survol de l'Atlantique nord. La base militaire de Santa Maria des Lajes est, depuis 1943, mise à disposition des USA. Pour un bref rappel, c'est précisément sur cette base que s'est tenu le « Sommet des Açores » le 16 mars 2003 entre les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal conduisant quatre jours plus tard, le 20 mars 2003, à l'invasion de l'Irak.

L'établissement du pont aérien en faveur des Japonais est un point délicat pour la diplomatie portugaise car le gouvernement lisboète souhaite, autant que faire se peut, épargner ses territoires outre-mer. À commencer par Macao. L'avancée nipponne en Chine fait toutefois pression sur le territoire de Macao et la négociation de cette liaison aérienne favorise une détente dans les relations diplomatiques (Borda D'Água, 2007 : 33). Les vols réalisés entre octobre 1940 et juin 1941 sont expérimentaux et destinés à devenir réguliers mais la logistique fait défaut sur l'île de Timor ce qui rend la négociation plus difficile entre le Portugal et le Japon. La pression diplomatique faite sur le Portugal est telle que le gouverneur de Portugal à Dili, Manuel de Abreu Ferreira de Carvalho, est contraint par le ministre des Colonies, une fois l'accord autorisé, de faciliter l'installation de la liaison. Il doit également mettre à disposition des moyens logistiques : hangar pour stockage du carburant, bouée d'amarrage et indicateur de vent (Ferreira de Carvalho, 2003 : 38-44).

En référence à votre télégramme secret n° 2 nous devons concéder des facilités au Japon. La situation internationale s'est grandement modifiée depuis votre départ [espace du voyage entre la métropole et l'installation du gouverneur à Dili]. Le Japon a fait une demande de liaisons aériennes. Je suis disposé à l'accepter mais la demande est toujours en suspens devant l'Assemblée de l'Air. Vous avez bien procédé et ne devez rien autoriser avant que l'accord soit conclu.
« Télégramme secret n° 2 du Ministre des Colonies au Gouverneur de Timor », 9 août 1940⁵. (Ferreira de Carvalho, 2003 : 36).

Une fois la liaison régulière établie, le 25 novembre 1941, on assiste à un véritable débarquement de forces nipponnes sur le territoire portugais. Il est alors possible d'imaginer que le Timor devienne en réalité une base opérationnelle pour l'attaque de Pearl Harbour quelques jours plus tard, attaque qui, on le sait, infligera aux États-Unis d'Amérique leurs plus grandes pertes sur leur territoire national. Cette présence japonaise accrue sur l'île de Timor, puis l'attaque du 7 décembre 1941, conduisent les forces alliées à demander des justifications. Les voisins néerlandais et australiens demandent que Salazar renforce au plus vite la présence alliée sur le territoire maubere afin de freiner l'avancée nipponne.

À l'instar des Japonais, les Australiens et les Néerlandais établissent également des liaisons aériennes régulières sur le territoire portugais ; commence alors une véritable bataille diplomatique entre la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Australie et le Portugal pour défendre la partie orientale de l'île. Le gouvernement de Salazar ne souhaite reconnaître l'autorité ni des Pays-Bas ni de l'Australie et ne reconnaît pas ces deux pays comme des interlocuteurs directs. Il ambitionne de négocier directement avec le gouvernement de Londres. Ce dernier réussit toutefois à convaincre les diplomates portugais de discuter avec Canberra, l'Australie étant un membre du Commonwealth.

5 Toutes les traductions des documents en portugais sont faites par l'auteur.

C'est toutefois plus difficile pour les Pays-Bas. Les Alliés désirent déployer sur le territoire de Timor Oriental des contingents afin de pouvoir s'opposer aux Japonais. L'objectif principal est de stopper net l'avancée japonaise par crainte que l'Australie ne tombe et que la guerre du Pacifique ne devienne ingérable.

Le Portugal, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres, Armindo Monteiro, et selon l'office n° 654⁶, demande des garanties formelles quant à l'établissement de cette liaison régulière aérienne entre Tokyo et Dili (via Palau) : quel serait l'objectif stratégique des Japonais dans une guerre du pacifique ? Le Timor Oriental peut-il devenir l'objectif d'une attaque navale face au pouvoir maritime nord-américain, britannique et hollandais ? Est-il possible que le Timor soit la cible d'une attaque aérienne ? Ces questionnements d'Armindo Monteiro montrent que le Portugal cherche à avoir toutes les clés en main afin de pouvoir évaluer toute intervention sur le territoire timorais. Il n'est pas question de commencer à déployer des forces armées alors qu'il n'est pas en guerre et il est préférable d'attendre une attaque effective. Or les Australiens et les Néerlandais voient dans l'établissement d'une liaison régulière un élément suffisant. Les négociations vont dès lors bon train au point que quelques jours avant Pearl Harbour, soit le 4 décembre 1941, Salazar envoie un représentant diplomatique à Singapour dans le cadre de relations bilatérales avec les Britanniques. Les événements vécus trois jours plus tard accélèrent les négociations. Le Portugal est contraint de répondre de manière plus urgente : d'un côté, il doit faire face à une présence accrue des Japonais sur le Timor Oriental et de l'autre à la pression exercée par les Australiens et les Néerlandais qui souhaitent s'interposer sur l'île.

Les longues semaines qui se profilent sont celles d'un va-et-vient diplomatique accru dans l'économie de la Seconde Guerre mondiale. Les Néerlandais et les Australiens prônent l'entrée sur le territoire maubere le plus rapidement possible au nom d'une simple prévention. Il va sans dire que le Portugal s'oppose à une telle solution. Les autorités alliées proposent alors que cela soit fait en attendant que le Président du Conseil de Portugal, Oliveira Salazar, envoie un contingent sur place. Même si la solution peut paraître amicale, les autorités portugaises ne souhaitent prendre le risque de se lancer dans une guerre qu'ils n'ambitionnent pas. Même si le Portugal désire collaborer à la prévention d'une attaque japonaise, il ne peut permettre que son territoire d'outre-mer devienne l'enjeu d'appétits extérieurs. Manuel de Abreu Ferreira de Carvalho, gouverneur portugais de l'île, se voit ainsi pris entre deux feux : la pression des représentants japonais, néerlandais et australiens et sa position de représentant de Portugal. Il ne peut cependant agir qu'en cas d'attaque effective et doit répondre aux ordres de son gouvernement en métropole.

6 « Ofício n° 654 do Embaixador de Portugal em Londres ao Ministro dos Negócios estrangeiros, assunto Defesa de Timor », Londres, 16 novembre 1941.

Dix jours après l'attaque de Pearl Harbour, Ferreira de Carvalho reçoit un télégramme du sous-secrétaire d'État aux Colonies l'informant du désir des autorités militaires néerlandaises et australiennes de le rencontrer. Les instructions émises par le document sont claires et stipulent que Ferreira de Carvalho « doit se mettre en rapport avec les autorités néerlandaises et qu'ils se mettent d'accord sur un plan de collaboration en cas d'attaque par les troupes japonaises sur notre partie de l'île⁷ ». La rencontre qui se tient le lendemain de cet envoi s'avère être un leurre pour les Portugais puisque Ferreira de Carvalho se voit confronté à un véritable débarquement dans la capitale de Timor : la première invasion de Timor Oriental est ainsi consommée pour des raisons dites de prévention (Borda D'Água, 2007 : 61).

Un mal nécessaire

Les représentants néerlandais tentent de se justifier le mieux possible en expliquant que selon le *Foreign Office* le gouverneur portugais serait compétent pour des négociations. Or ce n'est pas le cas, il pourrait l'être mais seulement en cas d'attaque effective. Le leurre lancé par les autorités néerlandaises, britanniques et australiennes ne serait-il pas calculé ? Attaquer le Timor Oriental serait valider une attaque effective sur le territoire portugais d'outre-mer et remettre la compétence en matière de négociation à Manuel de Abreu Ferreira de Carvalho. Ce dernier doit certes rapporter tous ses faits et gestes à Lisbonne, mais il lui incombe d'abord de répondre aux urgences de la situation. Le Portugal serait ainsi pris au piège de sa politique de neutralité et sa souveraineté pourrait être compromise. Ferreira de Carvalho s'insurge et apprend que le « seul » but des forces militaires néerlandaises et australiennes serait de « détenir tous les Japonais et tous les Allemands qui se trouvent sur [ce] territoire portugais afin d'éloigner la menace nipponne » (Borda D'Água, 2007 : 67). Le gouvernement de Salazar propose l'envoi immédiat de forces stationnées au Mozambique qui prendraient le relais des forces alliées à Timor. Proposition acceptée par le *Foreign Office*. Néanmoins, l'ambassadeur britannique à Lisbonne estime que les « Portuguese react to emotion rather than to reason » (Teixeira da Motta, 1997 : 74).

La situation dans laquelle les alliés mettent le Portugal conduit à un véritable imbroglio diplomatique puisqu'il est destiné à déstabiliser les interlocuteurs portugais et surtout à réduire le champ d'intervention de Salazar. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque Salazar joue sur deux tableaux bien périlleux : d'un côté il soutient les alliés, notamment en vertu de son alliance à la Grande-Bretagne ; d'un autre côté, il parvient à être un des principaux fournisseurs de wolfram à

⁷ « Telegramme n° 10 do Subsecretário de Estado das Colónias ao Governador de Timor », Lisbonne, 16 décembre 1941.

l'Allemagne d'Adolf Hitler. Le *Foreign Office* soupçonne même Salazar de jouer un jeu dangereux en entretenant des relations avec les deux parties (Teixeira da Motta, 1997 : 79) :

Dr. Salazar is playing a very deep game. He is trying, without forfeiting the alliance, both to strengthen this position vis-à-vis Axis Powers who are hot on his tracks and to reduce pro-British sentiment of Portuguese masses which threatens as times goes to overwhelm him.

Sans compter que la politique diplomatique salazariste ne fait pas l'unanimité de son corps diplomatique, à l'instar d'Aristides de Sousa Mendes qui passe volontairement outre la Circulaire 14⁸, dix-huit mois auparavant, sauvant ainsi plus de 30'000 juifs, alors qu'il est Consul général du Portugal à Bordeaux.

Loin donc des salons feutrés de Lisbonne, Londres et Tokyo, le territoire de Timor est assailli par un raid aérien le 8 février 1942 comme c'est également le cas à Koepang, extrémité occidentale de l'île, sous souveraineté néerlandaise. Ferreira de Carvalho se voit ainsi contraint d'organiser la défense de la partie portugaise sans recourir aux forces alliées présentes et avec le personnel disponible. Tâche hautement délicate car le personnel portugais n'est pas suffisant. Ferreira de Carvalho prend alors l'initiative de recruter des indigènes locaux pour aider à la défense de l'île. Il sait toutefois qu'il doit demander l'aide des alliés en cas d'attaque effective. Mais comment évaluer le degré de gravité de l'attaque en cours ? Quoi qu'il en soit il souhaite *a priori* s'organiser sans solliciter une aide extérieure.

Quinze jours après ce raid japonais, le ministre du Japon à Lisbonne avertit Salazar que les forces nipponnes se voient contraintes d'expulser les forces hollandaises et australiennes de l'île sous prétexte qu'elles sont sur un territoire neutre. Argument que les forces alliées ont elles-mêmes mis en avant lors de leur attaque deux mois auparavant. C'est ainsi que le 20 février 1942, les troupes japonaises bombardent Dili et entrent dans ce territoire portugais d'outre-mer. Ferreira de Carvalho conteste cette action et espère pouvoir faire respecter l'accord de demande d'aide aux alliés, mais ces derniers s'enfuient dans le relief accidenté de Timor et se réfugient dans les montagnes. Le deuxième débarquement fait se retrancher la population portugaise dans les quartiers et la question du maintien de l'administration portugaise sur place se pose. Ferreira de Carvalho souhaite pouvoir rester le plus possible et il informe Lisbonne à plusieurs reprises de la difficulté qu'il a à exercer ses fonctions. Certains membres de l'administration portugaise à Timor souhaitent que leur administration soit déplacée à Aileu, au sud de Dili dans les montagnes. Ferreira de

8 La Circulaire 14, datée du mois de novembre 1939, interdit aux consuls portugais d'établir des visas d'entrée à Portugal à une série de types de population (étrangers à nationalité indéfinie, aux Russes, aux apatrides...) dont les juifs.

Carvalho refuse et se montre intraitable : aucune décision ne doit être précipitée et prise sans l'autorisation de Lisbonne. À partir de ce moment-là, les communications entre Dili et Lisbonne vont se détériorer, et les télégrammes et télégraphes, ont de plus en plus de mal à passer. Couper Dili de la métropole c'est d'un côté isoler Salazar et l'administration métropolitaine, de Dili et d'un autre côté, donner un rôle décisionnel à Ferreira de Carvalho.

Le 30 mai 1942, un bombardement japonais détruit et rend inutilisable la centrale télégraphique de Dili. Le Timor et Ferreira de Carvalho sont ainsi isolés du monde portugais. La seule manière de pouvoir communiquer est alors d'utiliser l'intermédiaire du matériel des forces alliées ou des forces de l'axe. Le gouverneur se retrouve ainsi seul aux commandes : c'est très certainement le résultat auquel voulaient aboutir les deux camps.

Coupés et isolés du monde

Le Timor devient dès lors un véritable champ de bataille dans la guerre du Pacifique tout en essayant de faire croire à Salazar et à son administration que l'élément Timor Oriental fait partie de l'agenda politique. Seul donc face à des Nippons qui progressent et des Australiens et des Néerlandais qui fuient dans les montagnes, Ferreira de Carvalho organise tant bien que mal sa défense. Il espère concentrer au maximum son administration à Dili, bien que certains lui conseillent de la déplacer à Aileu ou à Baucau, deuxième ville du pays (Borda D'Água, 2007 : 112). Les Japonais poussent les Portugais à abandonner le pays afin que la bataille puisse se poursuivre, ce que le gouverneur refuse. Abandonner le Timor risquerait en effet de compromettre la neutralité portugaise dans le conflit.

Ferreira de Carvalho déplace ainsi une partie de l'administration portugaise non dans les montagnes, ni à Baucau mais dans sa résidence officielle à Lahane, sur les hauteurs de Dili. La présence japonaise et un certain désintérêt de la situation des Australiens et des Néerlandais permettent la mise en place d'un réseau d'espionnage et celle d'une administration nipponne sur place (Ferreira de Carvalho, 2003 : 326). Le gouverneur et certains membres de l'administration ne voient pas comment riposter contre cette présence accrue et surtout face à la violence japonaise. D'autant plus que les Nippons sont en attente de l'arrivée de renforts militaires. Dans l'attente, ils militarisent une partie des indigènes et forment de véritables colonnes noires. Ces dernières se voient assurer le contrôle du territoire au nom de l'occupant.

La situation devient de plus en plus préoccupante et le gouverneur se trouve non pas *orgueilleusement* seul, selon la formule de Salazar pour justifier son état autoritaire, mais totalement

seul face à une situation chaotique. Ferreira de Carvalho lance alors un appel, qu'il fait passer par les autorités japonaises. Inutile de dire que ce texte est contrôlé :

Nous sommes dans l'impossibilité d'assurer la protection absolue de la vie des Portugais à Timor. Cela est dû aux constantes révoltes indigènes qu'il nous est impossible de dominer et qui ont déjà causé la mort de nombreux Portugais de toutes les classes. Nous vous demandons de dépêcher immédiatement un moyen de transport pour le transfert provisoire de toute la population portugaise vers un lieu sûr, rester à Timor devenant impossible (Ferreira de Carvalho, 2003 : 401-402).

La solution qui est alors trouvée par Ferreira de Carvalho est l'établissement d'une véritable zone de concentration⁹ de la population portugaise afin que celle-ci n'intervienne pas dans le conflit. Le gouverneur négocie deux zones de protection dans les environs de Dili à Maubara et à Liquiçá. Un accord oral est passé avec les Japonais pour que la population puisse faire ce déplacement sans véritables heurts et surtout pour que la souveraineté portugaise puisse continuer à être assurée. Borda D'Água, dans son étude approfondie sur la question de Timor pendant la Seconde Guerre mondiale, synthétise bien les tenants et aboutissants de l'accord. Les Portugais ne devaient en aucun cas collaborer avec des forces belligérantes quelles qu'elles soient et s'engagent notamment à résider dans les zones de protection définies. Une fois ces zones mises en place les colonnes noires et les troupes japonaises s'adonnent ainsi à un véritable pillage des bâtiments portugais « abandonnés » (Borda D'Água, 2007 : 124). Si Ferreira de Carvalho arrive à concentrer une partie de la population à Maubara et Liquiçá, il n'arrive cependant pas à empêcher certains débordements comme la fuite d'un grand nombre de Portugais en Australie, avec le soutien des soldats alliés. Le manque d'argent et le manque de nourriture sont deux autres composantes auxquelles le gouverneur doit faire face. Les années 1943 et 1944 sont ainsi les plus difficiles à gérer d'un point de vue humain et administratif. Ferreira de Carvalho se sent extrêmement seul et ce qui l'aide à ne pas fléchir est son dévouement pour le « Bien de la Nation » comme il l'évoque à plusieurs reprises dans son rapport comme dans sa correspondance. Bien que cette formule soit fréquente pendant la période de Salazar, sa lecture prend une sensibilité différente dans cette période tragique de la guerre.

La danse diplomatique de l'époque continue pourtant en métropole, à Londres et à Tokyo. Salazar ne souhaite rien lâcher et espère que la situation dans le territoire d'outre-mer puisse s'améliorer. Il est proposé au gouverneur de Timor qu'un capitaine portugais puisse faire une visite

9 Intéressant de voir que la concentration de la population portugaise et timoraise fait partie d'un quasi élément historique. La situation est plutôt similaire lorsqu'en 1975 les Indonésiens envahissent, puis annexent, la partie orientale de l'île de Timor. Selon Frédéric Durand, qui consacre une grande partie de sa recherche à Timor, les civils auraient été envoyés dans des camps d'internement. Son étude de 2011, montre qu'en 1978 « 372'900 Timorais étaient placés dans 150 camps » (Durand, 2011 : 39).

humanitaire sur l'île dans le courant du printemps 1944. Ferreira de Carvalho voit dans cette proposition une détente des relations internationales et y lit un certain espoir. Le capitaine portugais lui remet un questionnaire afin d'évaluer la situation générale de Timor. Le gouverneur est cependant perdu puisque, sans informations directes de Lisbonne, il ne sait comment aborder cette visite et les réponses à rédiger. Il est clair que d'un point de vue international la situation en Europe, avec notamment l'avancée d'Hitler en Europe occidentale, inquiète davantage que le Timor Oriental. La question timoraise revient cependant sur l'échiquier international au moment où Salazar sent que le vent de la guerre a tourné et que les alliés en sortiront probablement vainqueurs. Cette intuition le conduit à faire part de la volonté d'utiliser la force étant donné que les voies diplomatiques et politiques ne fonctionnent pas : il souhaite en effet que le Portugal retrouve sa pleine souveraineté à Timor. Or c'était sans compter sur une monnaie d'échange que possède Lisbonne. Alors que Londres utilise les Açores comme base militaire, voici Washington qui souhaite les utiliser également. Le Portugal pose alors comme condition dans cette utilisation la reconquête du Timor Oriental (Teixeira da Motta, 1997 : 135-136). C'est donc autour des Açores que la question de Timor devra trouver une solution. Bien que des hypothèses soient émises quant aux avantages et aux désavantages de l'entrée en guerre du Portugal, tout est fait pour que cela n'arrive pas.

Salazar désire en effet que cette question se résolve par voie diplomatique, donc politique, plutôt que par la force. L'usage de la force pourrait en effet lui coûter l'intégrité de son territoire et de ses colonies une fois la guerre terminée. La concession qui est faite aux Açores pour les Britanniques et les Américains devient alors la pièce d'échange quant à la situation maubere. Les États-Unis d'Amérique et le Portugal s'accordent sur le moyen de résoudre le problème timorais. La remise doit se faire en deux temps, une fois la guerre terminée : tout d'abord le Portugal envoie sur place un corps expéditionnaire afin de pouvoir assurer la relève et ensuite le territoire sera remis aux Portugais. Les Américains rappellent qu'il est impossible pour le Portugal de recevoir le Timor Oriental de la part des Japonais vaincus car il n'aura point participé au conflit. Salazar a du mal à concevoir cette optique mais il finit par accepter. Cet acte, certes symbolique, ne pourra intervenir qu'à la seule arrivée des forces portugaises. Salazar ne souhaite pas que les Américains, ou d'autres forces alliées, restent maîtres du territoire en attendant des forces portugaises.

Les attaques d'Hiroshima et de Nagasaki accélèrent la fin de la guerre pour le Japon. Une fois cet assaut américain terminé, les alliés, et notamment les Britanniques, adressent des remerciements chaleureux au Portugal pour leur concession des Açores qui furent d'une grande

valeur et d'une aide précieuse¹⁰. Le silence se fait néanmoins sentir quant au retour à l'autorité portugaise sur le territoire de Timor. Une des premières mesures mises en place avec la fin de la guerre proche est le rétablissement des communications entre Lisbonne et les territoires d'outre-mer de Macao et de Timor. Face à la capitulation, les forces japonaises n'ont d'autre remède que de rendre les territoires qu'ils ont occupés pendant près de vingt ans, dont le Timor Oriental. Le transfert ne peut cependant pas se faire de gré à gré entre le Lisbonne et Tokyo puisque le Portugal n'est pas partie prenante au conflit. Il faut ainsi trouver un subterfuge afin que Salazar reprenne le plus rapidement possible possession de son autorité, et de sa souveraineté, sur le Timor. Le Japon se rendra d'abord administrativement, et directement, au gouverneur de Portugal à Timor ; la reddition militaire sera ensuite organisée. Les Australiens souhaitent en effet prendre une part active dans ce processus ce qui n'enchant pas beaucoup les autorités portugaises. L'Australie voit en effet dans le Timor Occidental et Oriental un territoire extrêmement stratégique et surtout riche de matières premières dont le pétrole. Elle se voit, une fois la guerre terminée et avec la victoire des alliés, devenir la puissance régionale. Il existe un véritable intérêt pour le Timor qui va au-delà de la guerre. L'Australie avance l'éventualité que le Portugal lui loue le Timor pour une période d'un siècle (Borda D'Água, 2007 : 159). Étant donné que la reddition administrative se fait le 5 septembre 1945, Ferreira de Carvalho a le temps matériel pour organiser la reddition militaire. Ce qu'il orchestre parfaitement, notamment une fois les communications rétablies, le 13 septembre 1945. Le gouverneur fait en sorte que seuls 110 soldats japonais se maintiennent sur le territoire maubere avec le matériel de guerre. Les Australiens arrivant le 23 septembre pour cette remise officielle se retrouvent face à un contingent extrêmement réduit et font en effet office d'une simple remise d'apparat. Néanmoins, Ferreira de Carvalho continue à œuvrer pour justifier la non-violation de la souveraineté portugaise sur le Timor durant ces quatre années de conflit. Un élément symbolique est alors pris comme exemple : le drapeau portugais. Alors que les Japonais avaient demandé à plusieurs reprises que les drapeaux soient retirés, l'administration de Ferreira de Carvalho n'obtempère pas et garde toujours le drapeau portugais flottant sur tous les édifices administratifs. C'est selon lui le signe que la souveraineté est toujours opérante tout en admettant qu'elle a été ébréchée. La longue période de son mandat de gouverneur à Timor Oriental sera marquée par toute la Seconde Guerre mondiale. Arrivé sur le territoire en 1941, il en repartira le 8 décembre 1945, soit quatre ans après l'attaque de Pearl Harbour.

La question de Timor pendant la Seconde Guerre mondiale peut ainsi paraître anecdotique voire secondaire mais elle est surtout assez intéressante dans le cadre de la guerre du Pacifique et

10 PT AHD 2P A10 M48 T7 [Archives historiques et diplomatiques du Ministère des Affaires étrangères de Portugal].

surtout dans celui des relations internationales et diplomatiques du Portugal pendant le conflit. Le territoire est bien lointain et peut paraître inintéressant pour les autorités portugaises. Il est pourtant partie prenante du projet d'Antonio Oliveira de Salazar qui souhaite maintenir son empire colonial après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui est perceptible avec la crise de Timor est que le Portugal participe d'une manière très souterraine, et très rusée, à ce deuxième conflit mondial. Salazar et son corps diplomatique prennent ainsi part à des négociations intéressantes comme celle des facilités accordées aux Britanniques sur la base des Açores qui seront ensuite pérennisées jusqu'à nos jours pour les forces armées américaines. Les Açores contre Timor sont une monnaie qui s'avère valable tout en préservant l'entrée effective du Portugal dans la Guerre.

Il est connu que le pays qui a aujourd'hui les frontières les plus stables de la planète a su tirer profit de la guerre. Le Portugal s'est toujours vu très proche de ses colonies et territoires d'outre-mer. Le statut qu'il leur octroie est un prolongement de son territoire national européen. Le Timor quant à lui est toujours vu avec une attention particulière. La crise que ce territoire vit après son autodétermination le 28 novembre 1975 à la suite du processus de décolonisation portugaise le montre bien. Envahi quelque temps après son indépendance, et le lendemain de la visite du président Ford à Jakarta, par le voisin indonésien, le Portugal s'est toujours porté garant pour le défendre et a réussi, par de grandes manœuvres diplomatiques, à l'inscrire dans l'agenda international et onusien suite notamment au grand massacre de Santa Cruz du 12 novembre 1991. La persévérance portugaise et la résistance timoraise aboutissent à l'indépendance de Timor le 20 mai 2002.

Les rôles joués par des hommes comme Ferreira de Carvalho sont importants pour l'histoire du Portugal et notamment durant la Seconde Guerre mondiale. Il a dû naviguer à vue entre juin 1942 et septembre 1945 en ayant été complètement coupé de la métropole. La question n'était pas de défendre les intérêts des forces armées présentes sur le territoire mais d'assurer l'intérêt de la Nation portugaise. Ferreira de Carvalho et Aristides de Sousa Mendes sont certainement deux personnages oubliés par l'historiographie (plus le premier que le second qui est en pleine réhabilitation) : fidèles à l'esprit national, ils n'en gardent pas moins à l'esprit l'intérêt des ressortissants portugais et savent faire preuve d'humanité. La zone de protection voulue par Ferreira de Carvalho dans les environs de Dili n'a pas comme objectif un *laissez faire la guerre*, il exprime plutôt la volonté de maintenir en vie la population portugaise présente sur le territoire timorais. Il ne peut en aucun cas s'opposer aux dissidents des trois camps (axe, alliés et locaux) mais peut défendre la population qui le souhaite.

La Seconde Guerre mondiale reste encore marquée dans quelques esprits timorais. Des traces sont encore visibles dans les montagnes et sur les plages à l'est de Dili. Des carrières dissimulées où les Japonais cachaient leur armement dans les environs de Venilale ou encore les bunkers sur les plages de Lautém gardent mémoire de celle qui pour l'historiographie anglophone reste *the Battle of Timor*, signe que le territoire a véritablement été en guerre. L'étape historiographique supplémentaire à entreprendre est celle d'une histoire connectée, ou globale, afin de déceler comment cette bataille, et la prise de Timor, ont été vécues de part de d'autre durant la guerre. La vision portugaise, comme il en a été question, est double : le côté diplomatique depuis Lisbonne et Londres, et le côté outre-mer avec notamment le rapport détaillé de Ferreira de Carvalho. Néanmoins, les sources japonaises et néerlandaises pourraient apporter un nouvel éclairage sur la question. L'objectif n'est pas de donner une image saine de la guerre, ni même de l'intervention des alliés ou des forces de l'axe mais de comprendre comment les nations ont pu s'acharner sur un territoire comme celui-ci pendant près de quatre ans. Les hypothèses sont diverses : territoire géographiquement stratégique, riche en ressources pétrolières et en matières premières. Déjà pendant la période portugaise, dans les années 1960, les gisements retrouvés étaient prometteurs (Durand, 2011 : 32).

Questions qui à l'heure où ces lignes sont écrites viennent tout juste d'être résolues entre l'Australie et le Timor. La question de la frontière maritime a toujours été très tendue et difficile entre les deux États, même du temps où le Timor était la 27^e province de l'Indonésie. L'accord signé le 7 mars 2018 boucle ainsi une dure période de l'histoire timoraise pour son autodétermination totale.

Références Bibliographiques¹¹

BERLIE, J. A., [2001]. *East Timor. A Bibliography*. Paris : Les Indes Savantes.

BESSA, C., [1992]. *A libertação de Timor na II Guerra mundial : importância dos Açores para os interesses dos Estados Unidos*. Lisboa : Academia Portuguesa de História, Col. Subsídios para a História portuguesa, volume 25.

BESSA, C., [1995]. Le Portugal neutre : la Seconde Guerre mondiale 1939-1945. Le Timor portugais dans la Deuxième Guerre mondiale. Martyres et luttes en territoire neutre, In : *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 178.

BORDA D'ÁGUA, F., [2007]. *Le Timor Oriental face à la Seconde Guerre mondiale (1941-1945)*. Lisboa : Instituto Diplomático do Ministério dos Negócios estrangeiros, Biblioteca diplomática, 14.

11 Bibliographie succincte.

BRETES, M. G., [1989]. *Timor entre invasores (1941-1945)*. Lisboa : Livros Horizonte, Col. Horizonte histórico.

CHURCHILL, W., [2018]. *Mes discours secrets*. Traduction par Lucien See. Paris : Les Belles Lettres. [Secret Session Speeches, 1946].

CLEARY, P., [2011]. *The men who came out of the ground*. A gripping account of Australia's first commando campaign: Timor 1942. Sidney: Hachette Australia.

DURAND, F., [2011]. *Timor-Leste. Premier État du 3^e millénaire*. Paris : Editions Belin, La documentation française, col. Asie Plurielle.

FERREIRA DE CARVALHO, M., [2003]. *Relatório dos Acontecimentos de Timor (1942-1945)*. Lisboa : Edições Cosmos - Instituto de Defesa Nacional. [Première édition en 1947 par le Ministère des Colonies de Portugal].

LUSOTOPIE, [2001]. *Timor. Les défis de l'indépendance*. N.8. Paris : Éditions Karthala.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS, [1974-1980]. *Dez Anos de Política externa (1936-1947) : A Nação Portuguesa e a Segunda Guerra mundial*. Volumes IX – XI, Lisboa : Imprensa Nacional de Lisboa.

RODRIGUES, L. N., [2005]. *No coração do Atlântico : Os Estados Unidos e os Açores (1939-1948)*. Lisboa : Editora Prefacio. Col. Defesa e relações internacionais.

ROSAS, F., [2002]. Portuguese neutrality in the Second World War. In: WYLIE, N. (ed), *European neutrals and non-belligerents during the Second World war*. Cambridge: Cambridge University Press.

SALAZAR, A. O., [1944]. *Discursos e notas políticas*, tomo III (1939-1943). Coimbra : Coimbra Editora Ltda.

TEIXEIRA DA MOTTA, C., [1997]. *O caso de Timor na II Guerra Mundial : Documentos britânicos*. Lisboa: Instituto Diplomático do Ministério dos Negócios estrangeiros, Col. Estudos histórico-diplomáticos.